

Résultats mitigés à l'Assemblée Mondiale de la Santé COVID-19

La 73^{ème} Assemblée Mondiale de la Santé a vu les Etats-Unis poursuivre leurs attaques contre la Chine et contre l'Organisation Mondiale de la Santé. L'Assemblée a reconnu l'immunisation comme bien public global pour la santé mais n'a pas réussi à en faire de même pour les vaccins.

(Légende: La 73^{ème} Assemblée Mondiale de la Santé s'est déroulée cette année de façon virtuelle, en raison de la pandémie COVID-19.)

L'article ci-dessous fait partie du programme 'WHO-Watch', une initiative du Mouvement Populaire pour le Santé. Le programme a pour objectif de démocratiser la politique globale en faveur de la santé et il incite les jeunes activistes à suivre les réunions des instances dirigeantes de l'Organisation Mondiale de la Santé – la réunion du Conseil Exécutif en janvier et l'Assemblée Mondiale de la Santé en mai – et ce, chaque année.

L'Assemblée Générale de la Santé qui vient de se terminer avait une forte coloration politique, les délégations des pays ayant présenté leurs positions politiques sur des problèmes aussi variés que la gestion par l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) de la pandémie COVID-19 et la propriété intellectuelle, ou encore les sanctions économiques imposées par les Etats-Unis à l'Iran, Cuba et le Venezuela. Le Directeur Général (DG) de l'OMS, le Dr. Tedros Adhanom Ghebreyesus, a fait une déclaration forte quant à la recherche de soutien à l'organisation dans son combat contre le COVID-19. L'OMS a reçu un soutien de plusieurs côtés, depuis de nombreux pays à bas et moyen revenu jusqu'à des pays à haut revenu tels que la Suède ou l'Allemagne.

L'Afrique du Sud a déclaré que « nous devons profiter de l'occasion pour apprécier les conseils des experts techniques de l'OMS ».

La Suède a exprimé son « fort soutien et appréciation du rôle crucial de l'OMS et de son leadership irremplaçable face à cette pandémie. Aujourd'hui, peut-être plus que jamais, il est temps de renforcer notre coopération internationale et de faire montre d'une solidarité globale. »

La chancelière allemande Angela Merkel a déclaré que l'OMS était l'organisation mondiale légitime dans le domaine de la santé et a ajouté qu'il fallait en examiner le financement pour en assurer la durabilité.

Le rôle de l'OMS dans l'endiguement de COVID-19 est devenu un problème politique brûlant au cours du mois dernier et cela s'est ressenti durant les deux jours de l'Assemblée Mondiale de la Santé virtuelle. L'agence a été la cible d'attaques des Etats-Unis pour avoir, soi-disant en connivence avec la Chine, retenu des informations concernant une propagation possible du coronavirus. Les Etats-Unis ont gelé leur subside à l'OMS en avril et ont envoyé des messages contradictoires quant à la restauration de leur aide, en partie ou totalement. Le premier jour de l'Assemblée aussi, les Etats-Unis ont eu des mots durs envers l'organisation.

Le secrétaire américain à la santé, Alex M Azar, a déclaré : « Nous devons être francs concernant l'une des raisons principales qui ont fait que l'épidémie a échappé à tout contrôle : cette organisation n'a pas réussi à obtenir l'information dont le monde avait besoin, et cet échec a coûté de nombreuses vies ». Et il a ajouté que « l'OMS devrait changer et devenir beaucoup plus transparente et plus responsable ».

Faisant clairement allusion à la Chine, la déclaration US ajoutait que, « dans une tentative apparente de cacher cette expansion, un état membre au moins s'est moqué de ses obligations de transparence, avec un coût énorme pour le monde entier. » La Chine a rejeté ces allégations à plusieurs reprises.

Les Etats-Unis ont par ailleurs remis au DG de l'OMS une lettre précisant les détails de leurs allégations, déclarant que l'agence avait fait objection à une interdiction de voyage en Chine, et ce alors même qu'il avait été établi dès février que le coronavirus avait touché toutes les régions du globe. Ils ont aussi accusé l'OMS d'avoir tardé à déclarer la pandémie.

Une critique constructive de l'OMS est une pratique saine et ses décisions doivent être examinées afin de déterminer la marche à suivre à l'avenir. Néanmoins, le rôle des Etats-Unis n'a pas été constructif. Retarder ou suspendre le financement de l'OMS alors qu'ils en sont les plus importants donateurs va empêcher de mettre en place un mécanisme de gestion globale pour combattre le virus.

Entre temps, la Chine a fait deux annonces importantes. Le pays a promis que tout vaccin contre le COVID-19 développé en Chine serait un bien public global. En d'autres termes, il respecterait le principe d'être abordable, accessible et disponible et la Chine ne chercherait pas à en tirer profit. La

Chine a annoncé par ailleurs une contribution de 2 milliards US\$ pour l'endiguement du COVID-19.

Des représentants de nombreux autres pays se sont exprimés en faveur d'un vaccin considéré comme un bien public. Néanmoins, la résolution proposée par l'Union Européenne et 37 autres pays et adoptée à l'unanimité le 19 mai, ne retient pas cette condition. La résolution COVID-19 considère la fonction gouvernementale d'immunisation comme un bien public, mais ne le fait pas pour le vaccin.

Dans un Commentaire sur le projet de Résolution, le Mouvement Populaire pour la Santé (People's Health Movement, PHM) a approuvé la reconnaissance de l'immunisation comme bien public global pour la santé mais a condamné l'exclusion des vaccins de ce statut, ce qui permet en fait une production et une distribution basées sur le marché, ceci malgré le prix prohibitif et un échec à investir dans la réponse aux besoins sanitaires publics qui font partie de cette approche.

Quant aux Etats-Unis, ils se sont dissociés de certaines parties essentielles de la résolution, à savoir la santé et les droits sexuels et reproductifs (SRHR) et les flexibilités des accords ADPIC.

La Barbade, s'exprimant au nom des îles des Caraïbes, a remercié Cuba pour l'envoi de médecins dans l'île et dans d'autres pays. Les délégués ont également soulevé le problème des embargos économiques imposés par les Etats-Unis à l'encontre de pays tels que l'Iran, Cuba et la Syrie. Alors que les Etats-Unis ont laissé entendre que les sanctions ne s'appliquaient pas aux produits pour les besoins humanitaires, ces sanctions ont en fait empêché la fourniture des produits médicaux et de nourriture à ces pays. Des compagnies privées qui veulent continuer à être bien vues des Etats-Unis hésitent à fournir des produits à ces pays.

Il y a dans la résolution des éléments de langage encourageants concernant les flexibilités ADPIC, les soins palliatifs et d'autres problèmes. Mais elle échoue à répondre à des problèmes clés, devenus essentiels dans la réponse à la pandémie COVID-19. Parmi ces problèmes, on peut citer la violence basée sur le genre, les effets du confinement sur la famine et la crise des migrants. Ces questions ne peuvent être isolées des autres efforts concernant

le COVID19. Ce dont on a besoin actuellement, c'est un mécanisme de gestion global, qui soit sensible aux déterminants sociaux de la santé et qui voie en la marginalisation sociale et économique la cause principale d'un accès insuffisant aux soins de santé.

Des organisations de société civile qui suivent la politique globale ont soumis leurs déclarations à l'Assemblée Mondiale de la Santé. L'un des principaux appels est en faveur de la garantie d'une répartition équitable des médicaments et des produits médicaux.

La déclaration commune de Médecins Sans Frontières International (MSF) et de Drugs for Neglected Diseases initiative (DNDi) ont indiqué cinq étapes pour transformer les bonnes intentions quant à l'accès aux médicaments, diagnostics et vaccins contre le COVID-19 en outils sanitaires tangibles entre les mains des praticiens et des patients. Cette déclaration stipule que les outils sanitaires devraient être libres de restrictions de propriété intellectuelle, qui peuvent empêcher la recherche et la production à grande échelle de technologies sanitaires abordables. Elle demande à l'OMS et aux états membres d'assurer une production suffisante, une répartition équitable et un prix abordable et d'utiliser les mécanismes des flexibilités ADPIC pour cela.

La déclaration du think-tank Knowledge Ecology International basé aux Etats-Unis fait état d'un même point de vue. « Il ne devrait pas y avoir de monopole sur les brevets, des exclusivités réglementaires, des données ou du know-how dans cette pandémie. Toute technologie s'appliquant aux produits COVID-19 devrait être disponible gratuitement ou faire l'objet d'une licence ouverte avec des droits d'auteur non discriminatoires, raisonnables et abordables.

Les technologies nécessaires devraient devenir des biens publics globaux. Lorsque des incitations sont nécessaires, elles ne devraient pas être liées aux prix et aux droits exclusifs ». Et elle ajoute : « Les gouvernements contrôlent les droits de propriété et dépensent des milliards pour financer la recherche et le développement et pour acheter les produits nécessaires. Les gouvernements ont besoin de coopérer et de se servir de leur pouvoir au bénéfice du public. »

Dans son commentaire, le Mouvement Populaire pour la Santé a attiré l'attention sur les déterminants sociaux de la santé et sur une approche des

stratégies par rapport au COVID-19 dans le cadre de systèmes sanitaires plus larges. Au-delà des « priorités liées à la pandémie, il y a des objectifs sanitaires globaux plus larges : agir sur les déterminants sociaux de la santé, agir sur l'équité dans la santé et agir pour renforcer les systèmes de santé dans chaque pays à un degré nécessaire pour une réalisation progressive du droit à la santé et aux soins. La poursuite de ces objectifs est nécessaire pour un état de préparation global mais la planification d'un état de préparation et d'une réponse globales doit aussi tendre vers ces buts », a déclaré le MPS.

L'article ci-dessus est une compilation des contributions de Ben Eder (UK), Gargeya Telakapalli (Inde), Michael Ssemakula (Ouganda), Osama Ummer (Inde), Kriti Shukla (Inde), Matheus Z Falcao (Brésil), Sophie Gepp (Allemagne) et Natalie Rhodes (UK).